

Communiqué de presse

Paris, le 1^{er} février 2016

**Etre citoyen aujourd'hui :
une perception élargie, pourtant méconnue des jeunes,
selon un sondage BVA pour la CASDEN et le CNESCO**

A l'heure où les débats sur la citoyenneté se font de plus en plus présents, et alors que de nombreuses initiatives sur l'éducation à la citoyenneté émergent, la CASDEN, banque coopérative de toute la Fonction publique et le Cnesco, Conseil national d'évaluation du système scolaire, ont demandé à l'institut BVA d'interroger les Français sur leur perception de la citoyenneté et leur opinion sur son apprentissage.

Les résultats de ce sondage analysé par Nathalie Mons, sociologue et présidente du Cnesco, révèlent que les Français portent une vision nouvelle et multidimensionnelle de la citoyenneté, intégrant aussi les valeurs traditionnelles civiques. D'après les résultats, le fait d'être citoyen s'apprend principalement au sein de la famille mais aussi à l'école.

Vers une vision nouvelle de la citoyenneté



Pour la majeure partie des sondés, soit plus de 80% d'entre eux, le fait d'être citoyen revient à « respecter la loi », « défendre le droit à l'éducation pour tous », « participer à la vie politique (voter, militer...) » et « lutter contre les discriminations ». Cette adhésion massive aux définitions proposées par le sondage dénote une vision à la fois large et hétérogène de la définition de citoyenneté. Il y a un fort attachement au respect de la loi (72%) contrairement à « la solidarité avec les plus démunis » (26%) ou à « la participation à la vie associative » (20%).

Selon Nathalie Mons : *« Ces premières données montrent une vision multidimensionnelle et moderne de la citoyenneté intégrant les valeurs traditionnelles que sont le respect de la loi et la participation à la vie politique mais aussi des dimensions valorisées récemment dans la société comme la défense du droit à l'éducation pour tous, la lutte contre les discriminations et la solidarité avec les plus démunis ».*

Un manque de connaissance chez les jeunes

En parallèle, l'étude met en lumière la méconnaissance chez les jeunes de leur rôle en tant que citoyen. 9 Français sur 10 estiment que les jeunes n'ont pas suffisamment connaissance de leur rôle en tant que citoyen. Cette opinion est aussi partagée par les concernés : seulement un peu plus de 20% des jeunes âgés de 18 à 24 ans, pensent connaître leur rôle de citoyen. Les plus de 65 ans, eux, ont un avis plus tranché sur la question et sont moins de 10% à répondre affirmativement, soit deux fois moins nombreux.

Nathalie Mons explique qu' « *il y a un consensus trans-générationnel autour de la question. Les réponses données par les personnes interrogées paraissent paradoxales dans un pays valorisant fortement l'éducation civique. En France, le nombre d'heures d'enseignement consacré à cette matière est l'un des plus importants d'Europe. Le jugement négatif exprimé par les répondants peut, cependant, s'expliquer par le fait qu'au-delà de cet important investissement éducatif théorique dans l'enseignement civique, l'apprentissage de la citoyenneté en France révèle de nombreuses lacunes.* »

La famille et l'école : deux piliers fondamentaux dans l'apprentissage de la citoyenneté

Afin de discerner où se développe la conscience citoyenne chez l'individu, l'étude montre dans quel cadre les jeunes apprennent à devenir de futurs citoyens. Deux tendances se dégagent dans les réponses données : d'après les Français, c'est d'abord au sein de la famille, lieu de transmission historique de valeurs, que s'apprend la citoyenneté (65% l'ont désigné en premier choix), et en deuxième lieu, à l'école (un peu plus de 20%).

Nathalie Mons ajoute que « *selon l'âge des sondés, l'opinion n'est pas la même. Plus les répondants sont jeunes, plus ils sont enclins à choisir l'école en tant qu'environnement jouant un rôle important dans l'apprentissage à la citoyenneté. Près de la moitié des 18-24 ans (46%) ont fait ce choix. A l'opposé, chez les 65 ans et plus, ils sont 74% à pencher pour le cadre familial.* »

Un attachement significatif à l'enseignement de thématiques liées aux valeurs sociales

Questionnés sur les thématiques qui leur semblent importantes pour former les citoyens, les Français adhèrent à l'inclusion, dans les enseignements d'éducation civique, d'un large champ de thématiques civiques, politiques, institutionnelles et sociales. Cependant, ils mettent plus l'accent sur l'apprentissage des valeurs (« les droits de l'homme et de l'enfant », « l'égalité filles/garçons », « les principes de laïcité », etc.) que celui des institutions politiques et juridiques. Malgré l'actualité, l'apprentissage à « l'usage des médias » (un peu moins de 25% considèrent que c'est très important) et « l'utilisation des réseaux sociaux » (un peu moins de 15%) suscitent un intérêt limité.

Nathalie Mons précise que « *s'il y a assez peu de différence suivant les caractéristiques individuelles des personnes interrogées, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à privilégier les items liés à l'égalité (« égalité filles/garçons », « lutte contre les discriminations »...) et les moins de 25 ans pensent plus souvent que les plus âgés qu'un enseignement sur l'utilisation des réseaux sociaux est important.* »

Des activités pédagogiques actives comme complément à l'éducation civique traditionnelle

Le cours classique d'éducation civique est toujours plébiscité par les Français (93%). De même, ils sont 86% à reconnaître la légitimité de l'étude des textes fondateurs. Cependant, une tendance valorisant une pédagogie plus active se dessine nettement.

Les Français sont 93% à vouloir « la participation des élèves à la vie collective et à l'organisation de la classe » et 91% pour « l'organisation de débats civiques en classe ». 88% souhaitent privilégier « l'écoute de témoignages de personnes extérieures » et 86% plébiscitent le développement de « projets solidaires et environnementaux ».

« Cette adhésion à des pédagogies plus actives dans le champ de la citoyenneté est à mettre en lien avec les résultats d'un champ de recherche dans les pays anglo-saxons, qui a révélé leur efficacité pour la socialisation politique des jeunes citoyens. Ces recherches montrent en effet que ce sont les participations des jeunes à des projets et à des débats citoyens dans leur école qui, plus que le suivi de cours traditionnels d'éducation civique, sont en lien positivement avec les indicateurs d'attitude, de connaissance et d'engagement civique et politique des plus jeunes (participation associative, participation électorale, croyance dans les institutions, tolérance pour l'altérité, ...) », affirme Nathalie Mons. « Ces nouvelles dimensions de l'enseignement civique sont aujourd'hui intégrées dans le nouvel enseignement moral et civique (EMC) mis en place dans toutes les classes du primaire au lycée, depuis la rentrée 2015. » poursuit-elle.

Si 93% des sondés ont entendu parler de « l'enseignement moral et civique », 90% de « l'organisation d'élections de délégués de classe », et 75% de la « participation à la vie de l'école », ils connaissent beaucoup moins « le Conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL) » et « les projets citoyens ou solidaires hors de l'école ».

Entretien avec la sociologue Nathalie Mons et les résultats complets de l'enquête disponibles sur demande

Méthodologie : Un échantillon de 1386 personnes, préalablement recruté par téléphone, a été questionné sur internet, mi-octobre 2015. Cet échantillon de Français, âgés de 18 ans et plus, répond à une méthode de quotas (sexe, âge, profession du chef de famille, profession de l'interviewé et après stratification par région et catégorie d'agglomération, et re-pondéré pour tenir compte de la non-réponse) afin de constituer un panel représentatif de la population française.

A propos de la CASDEN

Banque coopérative de toute la Fonction publique, la CASDEN compte, à fin 2014, 541 collaborateurs, 224 Délégués Départementaux, 8 445 Correspondants dans les établissements, et plus d'un million de Sociétaires.
www.casden.fr

A propos du Cnesco

Le Conseil national d'évaluation du système scolaire a été créé par la loi pour la refondation de l'École de la République du 8 juillet 2013. Il est placé auprès du ministre chargé de l'éducation nationale. Il a pour mission d'évaluer en toute indépendance l'organisation et les résultats du système scolaire. A ce titre, il assure un triple rôle de production d'évaluations et de synthèses d'évaluations, notamment dans une perspective internationale, d'expertise méthodologique des évaluations existantes et de promotion de

la culture de l'évaluation en direction des professionnels de l'éducation et du grand public.

www.cnesco.fr

Contacts presse:

Casden

Stéphanie Guillas

Tel : 01 64 80 34 62

stephanie.guillas@casden.banquepopulaire.fr

Cnesco

Amandine Blanchard-Schneider

Tel : 01 55 55 77 11

amandine.blanchard-schneider@education.gouv.fr

Agence AUVRAY & ASSOCIES

Teninsy Savane

Tel : 01 58 22 21 15

t.savane@auvray-associes.com